



## ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### DP RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET

#### DP 1 DESCRIPTION DU PROJET

##### DP 1.1 Objectif

- .1 Assurer le confort thermique humain du personnel grâce à des systèmes adéquats de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air pour l'édifice d'administration et d'entretien du Lieu historique national du Canada de Batoche.

##### DP 1.2 Description

- .1 Remplacer les appareils de traitement d'air existants sur le toit et modifier le réseau de conduits en fonction de l'aménagement et de l'utilisation du bâtiment.
- .2 Mettre à l'essai, régler, équilibrer et mettre en service les systèmes de CVCA pour répondre aux exigences actuelles en matière d'occupation.

#### DP 2 INTRODUCTION ET CONTEXTE DU PROJET

##### DP 2.1 MINISTÈRE UTILISATEUR

- .1 Le parc client, dont il est question dans le présent énoncé des travaux, sera le suivant :
  - a. lieu historique national du Canada de Batoche.

##### DP 2.2 CONTEXTE DU PROJET

- .1 L'équipement de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air sur le toit des bâtiments d'administration et d'entretien doit être remplacé, car il a dépassé sa durée de vie utile et ses composants sont défectueux.
- .2 **Bâtiment d'administration et d'entretien de Batoche**
  - a. **Description du système de CVCA**
    - i. L'équipement de CVCA existant sur le toit a été installé il y a plus de 30 ans. L'immeuble a été rénové et agrandi sans que l'on apporte d'amélioration ni de modification au système de CVCA.
    - ii. Il y a un appareil de traitement d'air et un appareil de condensation sur le toit qui dessert la majeure partie du bâtiment.
    - iii. Il y a un appareil d'air d'appoint chauffé directement qui dessert à la fois le garage d'entretien et l'atelier de menuiserie. Deux ventilateurs d'extraction sont associés à l'appareil d'air d'appoint, un pour le garage d'entretien et un pour l'atelier de menuiserie.

#### DP 3 CODE DE CONCEPTION ET RÉGLEMENTATION

- .1 Les normes, les codes et les règlements à utiliser pour la conception et la construction du système de CVCA ainsi que des structures connexes doivent être ceux de la plus récente édition des documents suivants (y compris toutes les modifications, tous les suppléments et toutes les révisions qui y ont été apportés) :
  - a. Code national du bâtiment du Canada;
  - b. Code national de la plomberie du Canada;
  - c. Code national de prévention des incendies du Canada;
  - d. Code d'installation du gaz naturel;
  - e. *Règlement fédéral sur les halocarbures*;
  - f. *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*;
  - g. Règlements provinciaux sur la santé et la sécurité au travail;
  - h. *Code canadien du travail* (y compris les plus récentes versions de tous les règlements);
  - i. Lois et codes provinciaux applicables.



- .2 L'entrepreneur principal peut consulter les autres règlements, normes et codes qu'il juge nécessaires à la réalisation des travaux.

#### **DP 2.4 ENTREPRENEUR PRINCIPAL ET SON ÉQUIPE**

- .1 L'entrepreneur principal de ce projet doit être une entreprise qui possède de l'expérience dans la conception et la modernisation de systèmes de CVCA existants pour les bâtiments commerciaux.
- .2 L'entrepreneur principal doit fournir une expertise interne en ingénierie ou acquérir les services en sous-traitance ou en coentreprise avec une firme d'ingénierie ayant de l'expérience en mécanique du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur principal assume la responsabilité d'évaluer correctement et de réparer l'infrastructure dans laquelle l'équipement de CVCA sera installé. L'entrepreneur principal assumera également la responsabilité de s'assurer que les systèmes et les commandes auxquels le nouvel équipement de CVCA sera raccordé fonctionneront correctement.
- .4 L'équipe de l'entrepreneur principal ou de l'expert-conseil pour ce projet doit être capable de fournir les services suivants :
  - a. Démolition de l'équipement de CVCA existant;
  - b. Services d'achat, de construction et d'installation de nouveaux systèmes et commandes de CVCA;
  - c. Services d'ingénierie pour évaluer les changements à apporter aux systèmes de CVCA, au besoin;
  - d. Services d'essai, de réglage, d'équilibrage et de mise en service.

#### **DP 2.5 APPROCHE DE L'ENTREPRENEUR PRINCIPAL OU DE L'EXPERT-CONSEIL**

- .1 Les services requis (RS) énumérés ci-dessous correspondent aux services que l'entrepreneur principal ou l'expert-conseil pourrait être tenu de fournir pour exécuter le projet :
  - a. SR 1 DÉMOLITION DE L'ÉQUIPEMENT DE CVCA EXISTANT;
  - b. SR 2 ACHAT ET INSTALLATION DE L'ÉQUIPEMENT CVCA;
  - c. SR 3 MODIFICATIONS DU RÉSEAU DE CONDUITS;
  - d. SR 4 MISE À L'ESSAI, RÉGLAGE, ÉQUILIBRAGE ET MISE EN SERVICE.

#### **DP 2.6 ÉCHÉANCIER**

- .1 L'entrepreneur principal doit préparer, à l'aide du logiciel MS-Project, un calendrier d'exécution détaillé montrant la durée des travaux et les jalons pour chacune des étapes inscrites à la section DP 2.5 et le soumettre à titre de réalisation attendue conformément à la section sur les services requis (RS) du présent énoncé des travaux.

#### **DP 2.7 DOCUMENTS ET DESSINS EXISTANTS**

- .1 Les dessins et documents fournis par le ministère client doivent être considérés uniquement comme des documents de référence. Parcs Canada ne peut en assurer l'exhaustivité et l'exactitude. Par conséquent, l'entrepreneur principal est tenu d'examiner et de confirmer tous les renseignements et d'aviser Parcs Canada de tout écart.
- .2 La trousse comprend les documents suivants :
  - a. Dessins du bâtiment d'administration et d'entretien de Batoche;
  - b. Évaluation du système de CVCA du bâtiment d'administration et d'entretien de Batoche;
  - c. Évaluation du système de CVCA par AECOM – Le rapport a été commandé par Parcs Canada pour que l'on puisse déterminer si l'équipement existant, qui doit être remplacé, est toujours adéquat pour le bâtiment qui a subi des modifications et des agrandissements;
  - d. **Modifications à la DDP initiale.**



### **AP 1.1 GÉNÉRALITÉS**

- .1** Les exigences administratives énoncées ci-dessous s'appliquent à toutes les étapes du projet.
- .2** Les exigences décrites dans le présent énoncé des travaux doivent être lues conjointement avec les exigences de la demande de propositions.

### **AP 1.2 GESTION DU PROJET**

- .1** Le représentant du Ministère affecté au projet par Parcs Canada exerce la fonction de chargé de projet.
- .2** Il assure la liaison entre l'équipe de l'entrepreneur principal ou de l'expert-conseil et le parc national.
- .3** Le représentant du Ministère administre le projet et exerce un contrôle en tout temps sur le projet.
- .4** Sauf directive contraire du représentant du Ministère, l'entrepreneur principal obtient de ce dernier toutes les exigences et approbations fédérales nécessaires pour les travaux.

### **AP 1.3 SANTÉ ET SÉCURITÉ**

#### **.1 EXIGENCES GÉNÉRALES**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- a.** À la lumière de l'évaluation des risques, rédiger un plan de santé et de sécurité propre au site (PSSPS) avant le début des travaux sur le terrain et en poursuivre l'élaboration et l'application tout au long du projet.
  - i.** Le PSSPS doit couvrir toutes les activités de l'équipe de l'entrepreneur principal (personnel de l'entrepreneur principal, sous-entrepreneurs principaux et entrepreneurs).
  - ii.** Le PSSPS doit inclure :
    1. Politique de sécurité de l'entrepreneur;
    2. Plan d'intervention d'urgence;
    3. Description des obligations applicables en matière de conformité;
    4. Établissement des responsabilités en matière de sécurité et de l'organigramme du projet à cet égard;
    5. Évaluation des risques du lieu de travail;
    6. Énoncé général des règles de sécurité du projet;
    7. Méthodes de travail sécuritaires du projet;
    8. Politiques et mécanismes d'inspection;
    9. Politiques et procédures de déclaration et d'enquête en cas d'incident;
    10. Réunions du comité de santé et de sécurité;
    11. Procédures de communication et d'archivage en matière de santé et de sécurité;
    12. Résultats de l'analyse des risques pour la santé et la sécurité qui résultent du travail à faire sur place.
- b.** Incorporer dans le PSSPS et respecter toute contrainte ou exigence de sécurité supplémentaire imposée par Parcs Canada visant l'accès et l'utilisation d'une de ses propriétés ou parties.
- c.** Coordonner les travaux sur le terrain avec les activités de Parcs Canada sur le site du projet ou sur les



terrains adjacents.

- d. Fournir l'équipement de protection individuelle, l'équipement et le matériel nécessaires pour respecter l'esprit des exigences en matière de sécurité énoncées dans le plan de santé et de sécurité ou les lois provinciales sur la santé et la sécurité au travail.
- e. Être responsable de la santé et de la sécurité de tous les membres de son équipe sur place et de la protection du grand public et des fonctionnaires près de la propriété dans la mesure où ils risquent d'être touchés par la réalisation des travaux.
- f. Avant le début des travaux sur le chantier, assister à une séance d'information sur la sécurité avec Parcs Canada.
- g. Tenir des réunions quotidiennes sur le site du projet. Le personnel des opérations de Parcs Canada doit assister aux réunions de chantier quotidiennes pertinentes. Les comptes rendus des réunions de chantier doivent être soumis au représentant du Ministère tous les jours.
- h. Soumettre des copies des fiches signalétiques (FS).
- i. Surveillance médicale : là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au représentant du Ministère une certification additionnelle pour tout nouvel employé travaillant sur le chantier.

## **.2 NORMES ET CODES DE RÉFÉRENCE**

- a. *Code canadien du travail*
- b. Codes, règlements, lois et autorités de la province

## **.3 DOCUMENTS ET ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE**

L'entrepreneur principal doit :

- a. Soumettre un plan de santé et de sécurité propre au site (PSSPS) conformément à la section AP 1.10, Produits à livrer généraux du projet. Le PSSPS doit être élaboré particulièrement pour le site des travaux et doit comprendre :
  - i. Résultats de l'évaluation des risques pour la sécurité propres au site;
  - ii. Mesures d'atténuation et de précaution à mettre en place à la lumière des résultats de l'analyse des risques pour la santé et la sécurité ou de l'analyse des risques liés aux tâches et aux opérations;
  - iii. Plan de communication en matière de sécurité de l'équipe de l'entrepreneur principal;
  - iv. Plan d'intervention en cas d'urgence comprenant les procédures opérationnelles propres au chantier du projet à mettre en œuvre durant les situations d'urgence. S'il y a lieu, coordonner le plan avec les exigences et les procédures d'intervention d'urgence fournies par le représentant du Ministère;
- b. Outre le PSSPS, l'entrepreneur principal doit soumettre les documents suivants :
  - i. Copie des certificats de décharge de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail pour l'équipe de l'entrepreneur principal;
  - ii. Dossiers de formation et d'agrément en santé et en sécurité au travail : L'entrepreneur principal doit fournir la documentation confirmant que tous les membres de son effectif ont suivi la formation pertinente en matière de sécurité, y compris la formation sur la façon d'utiliser le matériel tel que requis pour effectuer les travaux propres au site;



- c. Lorsque des lacunes ou des problèmes sont détectés, le représentant du Ministère peut fournir une réponse écrite et demander à l'entrepreneur principal de soumettre à nouveau les documents après avoir apporté les correctifs nécessaires ou demander des améliorations;
- d. L'examen par le représentant du Ministère du PSSPS final de l'entrepreneur principal ne doit pas être interprété comme une approbation de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'entrepreneur en matière de santé et de sécurité en construction sur le chantier.

## AP 1.4 PLAN DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### .1 EXIGENCES GÉNÉRALES

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- a. Préparer un plan de protection de l'environnement (PPE) et exécuter les travaux nécessaires à la réalisation du projet selon les directives suivantes. Le PPE doit être soumis conformément à la section AP 1.10 – Produits à livrer généraux du projet.
- b. La préparation et la gestion du PPE sont considérées comme accessoires au contrat et ne doivent pas être considérées séparément.

### c. RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX PARCS NATIONAUX

- .1 L'entrepreneur principal doit veiller à ce que tous les travaux soient exécutés conformément à la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* et à ses règlements d'application.
- d. SÉANCE D'INFORMATION SUR L'ENVIRONNEMENT AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX
  - .1 Tout le personnel employé sur le chantier de construction sera informé de ses responsabilités individuelles et collectives afin de s'assurer que ses activités et ses choix personnels n'entraînent pas d'impacts environnementaux négatifs évitables. Les employés doivent assister à cette séance d'information avant de commencer leur travail sur le site. Les nouveaux employés peuvent se joindre à la main-d'œuvre de l'entrepreneur après la première série de « séances d'information sur l'environnement ». Dans ce cas, et selon les besoins, des « séances d'information sur l'environnement » ultérieures peuvent être présentées si le nombre le justifie, en accord avec le REPRÉSENTANT SUR PLACE par l'intermédiaire du représentant du Ministère. De plus, certains sous-traitants peuvent être présents sur les lieux pendant une courte période pour effectuer des tâches ponctuelles. Dans ces cas, la « séance d'information sur l'environnement » sera remplacée par une présentation de l'entrepreneur, qui expliquera au(x) sous-traitant(s) la sensibilité environnementale du chantier et rappellera les éléments importants de la conduite personnelle attendue, en se référant à un résumé d'une page qui sera fourni à l'entrepreneur par le REPRÉSENTANT SUR PLACE. Une copie de ce sommaire sera fournie à chaque ouvrier de sous-traitance qui se joint à la main-d'œuvre sur le chantier.
  - .2 Parcs Canada aura un REPRÉSENTANT SUR PLACE qui se rendra sur les lieux pour surveiller les travaux de construction afin de s'assurer qu'ils sont conformes au PPE. Le REPRÉSENTANT SUR PLACE ou un autre membre du personnel désigné de Parcs Canada présentera la « séance d'information sur l'environnement ». Les principales fonctions du REPRÉSENTANT SUR PLACE sont de surveiller en permanence l'avancement des travaux de construction afin d'assurer le respect des mesures de protection de l'environnement et de fournir des conseils par l'intermédiaire du représentant du Ministère, en cas de problèmes environnementaux imprévus. Bien que le REPRÉSENTANT SUR PLACE ait le pouvoir de faire respecter la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* en cas d'infraction, les directives à l'entrepreneur seront la



responsabilité du représentant du Ministère.

e. ACCÈS ET STATIONNEMENT SUR LE CHANTIER DE CONSTRUCTION

- .1 Une zone sera réservée comme aire de dépôt pour le projet. L'entrepreneur principal utilisera cette zone pour rassembler tous les matériaux et l'équipement nécessaires à l'exécution des travaux. La zone servira également d'aire de stationnement pour les véhicules des entrepreneurs.
- .2 L'entrepreneur doit s'assurer que l'environnement au-delà des limites des travaux n'est pas modifié ou endommagé par les véhicules des travailleurs ou les engins de construction et doit donner des instructions aux travailleurs afin que « l'empreinte » du projet soit maintenue dans des limites définies.
- .3 Le PPE doit indiquer comment la zone sera gérée et quelles mesures d'atténuation seront mises en place pour minimiser les impacts environnementaux et toutes les mesures nécessaires pour remettre la zone dans l'état où elle se trouvait avant le début des travaux.

f. PROTECTION DES LIMITES DES TRAVAUX

- .1 L'entrepreneur doit préparer un PPE qui explique en détail comment les limites des travaux doivent être marquées et quelles procédures seront utilisées pour s'assurer qu'il n'y a pas intrusion à l'extérieur de ces limites, à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR PLACE.

g. CONTRÔLE DE L'ÉROSION

- .1 Les mesures de contrôle de l'érosion qui empêchent les sédiments de pénétrer dans les cours d'eau, les plans d'eau ou les terres humides à proximité du chantier de construction constituent un élément essentiel du projet et doivent être mises en œuvre par l'entrepreneur.
- .2 Au besoin, des mesures de contrôle des sédiments sur place doivent être construites et fonctionnelles avant le début des activités associées à l'usine d'asphalte et à l'asphaltage. L'entrepreneur doit préparer un plan de contrôle de l'érosion à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR PLACE.
- .3 La surveillance et l'entretien réguliers de toutes les mesures de contrôle de l'érosion relèvent de la responsabilité de l'entrepreneur. Si la conception des mesures de contrôle ne fonctionne pas efficacement, celles-ci doivent être réparées. Le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR PLACE surveilleront également le rendement en matière de lutte contre l'érosion.
- .4 Le site sera protégé contre l'érosion pendant toute période d'inactivité ou d'arrêt de la construction.

h. PRÉVENTION DE LA POLLUTION

- .1 L'entrepreneur doit empêcher tout matériau nuisible de pénétrer dans les ruisseaux, les rivières, les terres humides, les plans d'eau ou les voies navigables qui pourraient endommager l'habitat aquatique et riverain. Les produits dangereux ou toxiques doivent être stockés à une distance d'au moins 100 mètres des voies navigables.
- .2 Dans le cadre du PPE, un plan d'intervention en cas de déversement, à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR PLACE et conforme à tous les règlements fédéraux et provinciaux en vigueur devra être préparé. Il précisera les questions liées au confinement, au stockage, à la sécurité, à la manipulation, à l'utilisation et à l'élimination des contenants vides ainsi que des surplus de produits ou des déchets engendrés par l'application de ces produits. Ce PPE comprendra une liste



des produits et des matériaux devant être utilisés ou apportés sur le chantier de construction, considérés ou définis comme étant dangereux ou toxiques pour l'environnement. Ces produits comprennent, notamment, les agents imperméabilisants, le coulis, le ciment, les agents de finissage du béton, les matériaux membranaires en caoutchouc coulés à chaud, le ciment bitumineux et les agents de décapage au sable.

- .3 Le confinement, l'entreposage, la sécurité, la manutention, l'utilisation, les exigences uniques d'intervention en cas de déversement et l'élimination des contenants vides, des produits excédentaires ou des déchets générés par l'utilisation de produits dangereux ou toxiques doivent être conformes à toutes les lois fédérales et provinciales applicables. Les produits dangereux doivent être stockés à une distance d'au moins 100 mètres des plans d'eau.
- .4 Construire une berme étanche autour des réservoirs à essence et de tout autre lieu sujet à des déversements. Les bermes doivent pouvoir contenir 110 % des volumes de stockage des réservoirs et doivent être à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR PLACE avant le lancement. Des mesures de prévention des déversements dans l'environnement peuvent être utilisées, notamment des plateaux collecteurs ou d'égouttage, des bermes revêtues de matériaux occlusifs comme du plastique et une couche de sable et des réservoirs de carburant à double paroi.
- .5 L'entrepreneur doit empêcher que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris en recouvrant ou en supprimant la poussière sur les routes temporaires et les travaux sur le chantier au moyen de méthodes approuvées par le représentant du Ministère ou le REPRÉSENTANT SUR PLACE.
- .6 L'entrepreneur doit fournir des troussees d'intervention en cas de déversement pouvant traiter une capacité de 110 % du plus vaste déversement envisagé sur le site des travaux, et maintenues en bon état sur les lieux où s'effectuent le ravitaillement, la lubrification et les réparations. Le REPRÉSENTANT SUR PLACE et le représentant du Ministère doivent approuver ces troussees d'intervention en cas de déversement avant le début du projet. L'entrepreneur et le personnel du chantier doivent savoir où se trouvent ces troussees et doivent être formés à leur utilisation.
- .7 Des mesures efficaces doivent être prises en temps opportun pour arrêter, contenir et nettoyer tous les déversements, et être maintenues jusqu'à ce qu'il soit possible d'entrer sur le site sans danger. Le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR PLACE doivent être avisés immédiatement de tout déversement. Des cartes d'intervention en cas de déversement seront distribuées au cours de la séance d'information initiale sur l'environnement avec les instructions de base et les numéros de téléphone.
- .8 En cas de déversement majeur, tous les travaux seront arrêtés et l'ensemble du personnel sera affecté aux tâches de confinement et de nettoyage.
- .9 Il incombe à l'entrepreneur d'assumer les coûts engendrés par un déversement (contrôle, nettoyage, élimination des contaminants et restauration du site à son état initial). Le site sera inspecté pour que l'on puisse vérifier le respect intégral des normes prévues, d'une manière que le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR PLACE jugent satisfaisante.

i. ENTRETIEN, RAVITAILLEMENT EN CARBURANT ET EXPLOITATION DE L'ÉQUIPEMENT

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que toute la terre, toutes les semences et tous les débris attachés à l'équipement de construction qui seront utilisés sur le site du projet seront enlevés (p. ex., lavage à l'eau) à l'extérieur du Lieu historique national du Canada de Batoche avant leur livraison sur le site des travaux.
- .2 Les sites de ravitaillement en équipement seront désignés par l'entrepreneur et

approuvés par le représentant du Ministère et le REPRÉSENTANT SUR PLACE. À l'exception des scies à chaîne, tout ravitaillement en carburant à moins de 100 mètres de ruisseaux, de terres humides, de plans d'eau ou de voies navigables doit être autorisé et supervisé par le représentant du Ministère.

- .3 Les véhicules de livraison de carburant diesel et d'essence, y compris les vraquiers, doivent être stationnés à plus de 100 mètres de tout ruisseau, zone humide, plan d'eau ou voie navigable. Les systèmes à carburant alimentés par gravité ne sont pas autorisés. Des systèmes d'alimentation manuels ou électriques par pompe doivent être utilisés. Le personnel chargé du ravitaillement en carburant doit maintenir une présence et une attention immédiate à l'opération de ravitaillement en carburant.
- .4 Les réservoirs mobiles de carburant (par exemple, réservoirs à glissière, petites bonbonnes de carburant) doivent rester dans le véhicule de service à tout moment. La protection et le confinement des sites de stockage de carburant approuvés sont abordés au point 4 de la section *Prévention de la pollution* ci-dessus.
- .5 L'équipement utilisé dans le cadre du projet doit être alimenté avec du carburant E10 et du carburant diesel à faible teneur en soufre et doit être conforme aux exigences locales en matière d'émissions. L'entrepreneur doit s'assurer que la marche au ralenti inutile des véhicules est évitée.
- .6 Les vidanges d'huile, les changements de lubrifiant, le graissage et les réparations de la machinerie doivent être effectués aux endroits approuvés par le REPRÉSENTANT SUR PLACE ou par le représentant du Ministère. Les produits de lubrification usagés (p. ex. filtres à huile, contenants usagés, huile usée, etc.) doivent être placés dans des contenants étanches et recyclés ou éliminés de façon appropriée dans une installation approuvée. Il est interdit de jeter, d'enfouir ou d'éliminer des déchets de pétrole, de lubrifiants ou de matériaux connexes dans des bancs d'emprunt, des prises d'eau de distribution, des aires de pique-nique, des belvédères, etc. près du Lieu historique national du Canada de Batoche.
- .7 L'entrepreneur doit s'assurer que tout l'équipement est inspecté quotidiennement pour déceler les fuites de fluide ou de carburant et maintenu en bon état de fonctionnement.
- .8 Les contenants de carburant et les produits lubrifiants ne doivent être entreposés que dans des endroits sûrs spécifiés par le représentant du Ministère. Les réservoirs de carburant ou autres contenants de substances potentiellement nocives doivent être sécurisés de façon à ce qu'ils soient inviolables et ne puissent être vidangés par des vandales lorsqu'ils sont laissés dans le Lieu historique national du Canada de Batoche pendant la nuit.

j. FONCTIONNEMENT DE L'ÉQUIPEMENT

- .1 Les mouvements d'équipement devront se limiter à « l'empreinte » sur le chantier de construction. Les limites des travaux doivent être déterminées au moyen d'un piquet et d'un ruban ou d'autres méthodes approuvées par le représentant du Ministère. À moins d'y être autorisées par le représentant du Ministère, les activités qui dépassent les limites des travaux ne sont pas permises. Aucune machinerie ne doit pénétrer, travailler ou traverser les ruisseaux, les rivières, les terres humides, les plans d'eau ou les voies navigables, ni endommager l'habitat aquatique et riverain ou les arbres et communautés végétales.
- .2 L'entrepreneur doit demander aux travailleurs d'éviter de pousser, de placer, de déchiqeter, d'entreposer ou de stocker des matériaux (p. ex., rémanents, roches, remblai ou terre végétale) dans les arbres qui bordent l'emprise ou dans les cours d'eau ou plans d'eau.
- .3 Lorsque, de l'avis de Parcs Canada, la négligence de l'entrepreneur entraîne des dommages ou la destruction de la végétation ou d'autres caractéristiques



environnementales ou esthétiques au-delà de la zone des travaux désignée, l'entrepreneur est responsable, à ses frais, de la restauration complète, y compris le remplacement des arbres, arbustes, terre végétale, herbe, etc. à la satisfaction du représentant du Ministère et du REPRÉSENTANT SUR PLACE.

- .4 Limiter les déplacements des véhicules aux limites des travaux.
- .5 Les véhicules personnels des travailleurs doivent rester dans l'empreinte de la construction.

k. PRÉVENTION DES INCENDIES ET LUTTE CONTRE LES INCENDIES

- .1 Un extincteur doit se trouver à bord de chaque machine et disponible à divers endroits de l'installation. L'équipement de lutte contre l'incendie de base recommandé (p. ex. un camion-citerne; au moins 500 gallons impériaux avec 500 pieds de boyau d'incendie et une pompe capable de produire une pression d'eau de 45 lb/po<sup>2</sup> à la buse, trois pelles, deux Pulaskis et deux pompes à dos de cinq gallons) doit être maintenu sur le chantier à un endroit connu et facilement accessible pour tout le personnel de l'entrepreneur. Le personnel de l'entrepreneur doit recevoir une formation de base sur l'intervention rapide en cas d'incendie de forêt au cours de la « séance d'information sur l'environnement ».
- .2 L'eau peut être obtenue à partir du complexe de Batoche. Le représentant sur place indiquera où un point de branchement est disponible. Avant l'utilisation, l'accès doit être approuvé par le représentant sur place.
- .3 L'équipement de construction doit être utilisé avec tous les dispositifs de sécurité des fabricants d'origine et de manière à éviter l'inflammation des matériaux inflammables dans la zone.
- .4 Si les gens fument sur le chantier de construction, il faut veiller à ce que l'inflammation accidentelle de tout matériau inflammable soit évitée. Il est interdit d'allumer des feux ou d'incinérer des déchets.
- .5 En cas d'incendie, l'entrepreneur ou le travailleur doit prendre des mesures immédiates pour éteindre l'incendie, pourvu qu'il soit sécuritaire de le faire. Le REPRÉSENTANT SUR PLACE et le représentant du Ministère doivent être avisés immédiatement de tout incendie. Composez le 911 au besoin.
- .6 Il est interdit d'allumer des feux ou d'incinérer des déchets.

l. FAUNE

- .1 Au cours de la séance d'information sur l'environnement, le REPRÉSENTANT SUR PLACE informera tout le personnel des procédures à suivre en cas d'apparition d'animaux sauvages à proximité ou à l'intérieur du chantier et de toute autre préoccupation relative à la faune.
- .2 Éviter ou interrompre les activités menées sur le site qui attirent ou dérangent les animaux et quitter les lieux et rester à distance si un ours, un cougar, un loup ou un orignal se montre agressif ou intrusif avec persistance. Il faut faire très attention en tout temps pour contrôler le matériel susceptible d'attirer les animaux (p. ex., les repas et les restes de nourriture).
- .3 Informer immédiatement le REPRÉSENTANT SUR PLACE et le représentant du Ministère de la présence de tanières, de portées, de nids, de carcasses (animaux tués sur la route), ainsi que de toute activité attribuable à un ours ou rencontre avec un ours sur le site ou le lieu d'hébergement de l'équipe ou aux alentours. Les autres rencontres avec la faune doivent être signalées dans un délai de 24 heures.



m. VESTIGES ET ANTIQUITÉS

- .1 Les artefacts, reliques, antiquités et objets d'intérêt historique tels que les pierres angulaires, les plaques commémoratives, les tablettes gravées et autres objets similaires trouvés sur le chantier doivent être signalés immédiatement au REPRÉSENTANT SUR PLACE ou au représentant du Ministère. L'entrepreneur et les travailleurs doivent attendre des instructions avant de poursuivre leur travail.
- .2 Tous les objets historiques ou archéologiques trouvés dans le Lieu historique national du Canada de Batoche sont protégés en vertu de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada* et de ses règlements et sont la propriété de Parcs Canada. L'entrepreneur et les travailleurs doivent protéger tout article trouvé et demander des directives au REPRÉSENTANT SUR PLACE ou au représentant du Ministère.

n. STOCKAGE ET ENLÈVEMENT DES DÉCHETS

- .1 L'entrepreneur et les travailleurs doivent éliminer les déchets dangereux conformément à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* et aux règlements provinciaux applicables tout en respectant les Instructions techniques pour la gestion des déchets dangereux et toxiques dans les installations fédérales.
- .2 Tous les déchets provenant de la construction, du commerce, des sources dangereuses et domestiques ne doivent pas être mélangés, mais conservés séparément.
- .3 Les matériaux de construction, les matériaux échangés, les déchets dangereux et les déchets domestiques ne doivent en aucun cas être brûlés, enterrés ou mis au rebut sur le chantier de construction ou dans un quelconque autre lieu du Lieu historique national du Canada de Batoche. Ces déchets doivent être confinés et enlevés en temps opportun et de manière approuvée par l'entrepreneur et les travailleurs, et éliminés dans un site d'enfouissement approprié situé à l'extérieur du parc. Les récipients de stockage des déchets de construction, fournis par l'entrepreneur, doivent être vidés par l'entrepreneur lorsqu'ils sont pleins à 90 %. Les récipients de stockage devront avoir des couvercles et les chargements de déchets seront recouverts durant le transport.
- .4 L'entrepreneur et les travailleurs doivent faire un effort concerté pour réduire, réutiliser et recycler les matériaux.
- .5 L'entrepreneur et le personnel contractuel doivent déployer tous les efforts pour empêcher la faune d'obtenir de la nourriture, des ordures ou d'autres déchets domestiques dans l'exécution de leurs travaux au Lieu historique national du Canada de Batoche. Des substances susceptibles d'attirer les animaux ne doivent pas être entreposées sur le site des travaux pendant la nuit. Les repas, les glacières et les produits alimentaires, y compris les déchets de produits alimentaires, doivent être entreposés de manière sûre et à l'abri des animaux. Il incombe à l'entrepreneur d'aviser Parcs Canada et de prendre des dispositions particulières pour que les déchets soient ramassés par Parcs Canada lorsqu'il utilise les réceptacles existants de Parcs Canada.
- .6 L'entrepreneur et les travailleurs doivent immédiatement signaler au REPRÉSENTANT SUR PLACE ou au représentant du Ministère toute circonstance liée aux aliments ou aux déchets (p. ex. un contenant qui déborde ou une forte odeur) et à la faune.
- .7 Les installations sanitaires, telles qu'une toilette portative, doivent être fournies par l'entrepreneur et maintenues en bon état de propreté.

o. GESTION DES IMPRÉVUS SUR PLACE

- .1 L'entrepreneur doit préparer un PPE qui explique en détail comment les limites des travaux doivent être marquées et quelles procédures seront utilisées pour s'assurer qu'il n'y a pas intrusion à l'extérieur de ces limites, à la satisfaction du représentant du Ministère et du représentant sur place.



- .2 Au besoin, des dispositions seront prises avec le représentant du Ministère et le **REPRÉSENTANT SUR PLACE** pour l'exécution de travaux de déneigement et le stockage de la neige.
- .3 L'entrepreneur doit empêcher que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris du chantier de construction en recouvrant ou en mouillant les matériaux secs et les déchets. Des mesures de dépoussiérage des routes d'accès temporaires peuvent également devoir être mises en place.
- .4 Des services de sécurité sur le chantier de construction peuvent être souhaitables ou nécessaires pendant la durée du contrat, en particulier en dehors des périodes de travail. Les réservoirs de carburant ou autres contenants de substances potentiellement nocives doivent être sécurisés par l'entrepreneur afin de s'assurer qu'ils sont inviolables et ne peuvent pas être vidangés par des vandales.
- .5 Les animaux de compagnie ne doivent pas être amenés ou demeurer présents sur le chantier de construction.
- .6 Si l'entrepreneur a besoin d'une source d'eau ou en fait la demande, le représentant du Ministère, en consultation avec le **REPRÉSENTANT SUR PLACE**, peut donner des directives quant à un autre emplacement à utiliser. Des mesures de prise d'eau particulières sont requises lorsque le prélèvement d'eau dans les cours d'eau ouverts est approuvé.

#### **AP 1.5 GESTION DE LA QUALITÉ ET MISE EN SERVICE**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Préparer un programme de contrôle de la qualité et de mise en service. La fonction du programme est de s'assurer de l'exécution des travaux selon les exigences contractuelles.
- .2 Le programme de contrôle de la qualité et de mise en service doit être décrit dans un manuel de contrôle de la qualité et de mise en service. L'entrepreneur principal doit le soumettre au représentant du Ministère pour acceptation conformément à la section AP 1.10, Produits à livrer généraux du projet. Le manuel doit élaborer un système logique de suivi et de documentation du contrôle de la qualité des travaux et de l'aménagement, et documenter le processus et les exigences de mise en service pour s'assurer que le produit final fonctionne conformément aux paramètres et aux objectifs précisés dans le contrat. Un format systématique et un ensemble de procédures s'inspirant d'une norme de contrôle de la qualité et d'une norme de mise en service reconnues pour ce type de travail seront acceptables, sous réserve d'un examen par le représentant du Ministère.
- .3 L'élaboration, la présentation et la mise en œuvre du Programme de contrôle de la qualité et de mise en service sont considérées comme accessoires au contrat et ne feront pas l'objet d'un paiement.
- .4 L'entrepreneur principal est entièrement responsable et assume tous les coûts de tous les essais et inspections de contrôle de la qualité et il doit effectuer ces essais de la manière suivante :
  - a) Fournir des installations d'essai et du personnel pour les essais et informer le représentant du Ministère à l'avance pour lui permettre d'assister aux essais s'il le désire;
  - b) Aviser le représentant du Ministère lorsque l'échantillonnage sera effectué;
  - c) Dans un délai d'un jour après la fin des essais, soumettre les résultats des essais au représentant du Ministère;
  - d) Indiquer le nom et l'adresse de l'organisme qui effectue tous les essais et la date des essais sur les rapports d'essai.
- .5 L'approbation des échantillons testés portera sur les caractéristiques ou l'utilisation mentionnées dans cette approbation et ne changera ni ne modifiera les exigences du contrat.
- .6 Les organismes d'essais, leurs inspecteurs et leurs représentants ne sont pas autorisés à révoquer, modifier, assouplir, agrandir ou publier les documents contractuels, ni à approuver ou à accepter une partie quelconque



des travaux.

## .7 Contrôle de la qualité

- .1 La partie du manuel consacrée au contrôle de la qualité doit comprendre les renseignements suivants :
  - a. Liste de distribution, fournissant une liste des noms des personnes à qui le manuel doit être distribué;
  - b. Page de titre, désignant le contrat, identifiant l'entrepreneur et indiquant le nombre de copies;
  - c. Page de révision, désignant le numéro de révision et la date du manuel;
  - d. Table des matières;
  - e. Contrôle des révisions, inscrivant dans un tableau le numéro de révision, la date de révision, la description des révisions et la signature autorisée;
  - f. Détails sur l'équipement de mesure et d'essai, y compris les méthodes et la fréquence de l'étalonnage;
  - g. Détails sur l'achat de tout le matériel et de l'équipement, y compris les documents d'approvisionnement et les normes du programme de contrôle de la qualité du fournisseur;
  - h. Procédures pour l'inspection des articles entrants, l'inspection en cours de fabrication et l'inspection finale et l'étiquetage de tous les articles d'approvisionnement;
  - i. Détails des processus spéciaux précisés par le représentant du Ministère, y compris les qualifications du personnel et la certification;
  - j. Procédures d'expédition, d'emballage et d'entreposage des matériaux;
  - k. Procédures de tenue des dossiers de qualité et des attestations de conformité, y compris le classement et le stockage des documents pendant une période d'un an après l'achèvement des travaux;
  - l. Détails de toute non-conformité, y compris le repérage et la consignation des déficiences, les procédures d'étiquetage pour les articles « À GARDER » ou « À REJETER » et la disposition finale des formulaires de non-conformité par le gestionnaire du contrôle de la qualité;
  - m. Listes de contrôle des inspections et des essais, y compris des listes de contrôle sous forme de tableaux décrivant toutes les activités de fabrication et de livraison, comme les inspections et les essais, la fréquence des essais, la description des essais, les critères d'acceptation des essais, comme la vérification, le fait d'assister ou de tenir des essais et l'approbation par le gestionnaire du contrôle qualité et le représentant du Ministère, si ce dernier témoigne des essais;
  - n. Formulaires utilisés pour assurer l'application des exigences de la liste de contrôle des inspections et des essais. Ces formulaires doivent être inscrits dans les listes de contrôle et décrire toutes les exigences d'essai pour vérifier la conformité aux spécifications.
- .2 L'entrepreneur principal doit nommer un gestionnaire du contrôle de la qualité qui fera rapport régulièrement à la direction de l'entrepreneur à un niveau qui assurera que les exigences du contrôle de la qualité ne sont pas subordonnées à la fabrication, à la construction ni à la livraison. Le gestionnaire du contrôle de la qualité doit être habilité par l'entrepreneur à résoudre les questions de qualité.
- .3 Le manuel de contrôle de la qualité doit comprendre des échantillons de tous les formulaires à remplir par les inspecteurs du contrôle de la qualité. Tous les formulaires doivent être signés par le gestionnaire du contrôle de la qualité et soumis rapidement au représentant du Ministère qui y apposera sa signature après examen.
- .4 Une vérification indépendante de tous les travaux doit être effectuée par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit nommer des inspecteurs du contrôle de la qualité pour assurer la conformité



des produits et de la main-d'œuvre aux exigences du contrat. Le même personnel ne peut pas être utilisé pour exécuter une tâche donnée et pour vérifier la qualité et l'exactitude de la tâche.

- .5 À la fin des travaux, une copie reliée et détaillée de tous les documents et rapports de contrôle de la qualité doit être préparée par le gestionnaire de la qualité de l'entrepreneur et soumise au représentant du Ministère.

.6 INSPECTION

- a. Laisser au représentant du Ministère libre accès aux ouvrages. Si une partie des travaux est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- b. Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le représentant du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- c. Si l'entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant que ce dernier ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- d. Le représentant du Ministère peut ordonner l'inspection de toute partie d'un ouvrage dont la conformité aux documents contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme, et assumer les frais d'inspection et de réparation.

.7 ORGANISMES D'ESSAI ET D'INSPECTION INDÉPENDANTS

- a. Le représentant du Ministère sera responsable de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants pour inspecter ou contrôler certaines parties des travaux. Le coût de ces services sera assumé par le représentant du Ministère.
- b. Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement l'entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des documents contractuels.
- c. Si des défauts sont relevés au cours des essais ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'entrepreneur doit remédier aux défauts ou irrégularités de la manière indiquée par le représentant du Ministère, sans frais pour ce dernier.

.8 ACCÈS AUX TRAVAUX

- a. Permettre aux organismes d'essai et d'inspection d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.
- b. Collaborer avec ces organismes pour qu'ils disposent de moyens d'accès raisonnables.

.9 PROCÉDURES

- a. Aviser d'avance l'organisme approprié et le représentant du Ministère lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- b. Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux sur le chantier.



#### .10 TRAVAUX REFUSÉS

- a. Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux documents contractuels et rejetés par le représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des documents contractuels.
- b. Le cas échéant, réparer sans délai les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.
- c. Si, de l'avis du représentant du Ministère, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux documents contractuels, le maître de l'ouvrage peut déduire du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les documents contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le représentant du Ministère.

#### .11 RAPPORTS

- a. Fournir ~~quatre (4)~~ exemplaires des rapports des essais et des inspections au représentant du Ministère.

#### .8 Mise en service

- .1 L'entrepreneur principal est responsable de l'élaboration d'un programme de mise en service qui prouve que le nouvel équipement fonctionne correctement.
- .2 Dans le cadre du programme, l'entrepreneur principal fournira toute l'information technique et les manuels d'entretien et d'exploitation du nouvel équipement et offrira une formation sur l'entretien et l'exploitation appropriés du nouvel équipement de CVCA et des commandes connexes.
- .3 L'élaboration et la mise en œuvre du programme de mise en service sont considérées comme accessoires au contrat et ne feront pas l'objet d'un paiement distinct.
- .4 La partie du manuel portant sur la mise en service comprendra les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter :
  - a. Table des matières;
  - b. Contrôle des révisions, soit un tableau indiquant le numéro de révision, la date de révision, la description des révisions et la signature autorisée;
  - c. Détails sur l'équipement de mesure et d'essai, y compris les méthodes et la fréquence de l'étalonnage requis dans le cadre de la procédure de mise en service;
  - d. Détails des exigences et des procédures particulières qui doivent être suivies pour mettre à l'essai et évaluer l'équipement, y compris les qualifications du personnel et la certification;
  - e. Procédures de formation pour familiariser le personnel de l'APC avec le fonctionnement et l'entretien du nouvel équipement;
  - f. Procédures de tenue des dossiers et des attestations de conformité, y compris le classement et le stockage des documents pendant une période d'un an après l'achèvement des travaux;
  - g. Détails de toute non-conformité, y compris le repérage et la consignation des déficiences, les procédures d'étiquetage pour les articles « À GARDER » ou « À REJETER » et la disposition finale des formulaires de non-conformité par le gestionnaire de la mise en service;
  - h. Listes de contrôle des inspections et des essais, y compris des listes de contrôle sous forme de tableaux décrivant toutes les activités de fabrication et de livraison, comme les inspections et les essais, la fréquence des essais, la description des essais, les critères



- d'acceptation des essais, comme la vérification, le fait d'assister ou de tenir des essais et l'approbation par le gestionnaire du contrôle qualité et le représentant du Ministère, si ce dernier témoigne des essais;
- i. Formulaires utilisés pour assurer l'application des exigences de la liste de contrôle des inspections et des essais. Ces formulaires doivent être inscrits dans les listes de contrôle et décrire toutes les exigences d'essai pour vérifier la conformité.
- .5 L'entrepreneur principal doit nommer un gestionnaire de la mise en service qui fera rapport régulièrement à la direction de l'entrepreneur à un niveau qui assurera le respect des exigences de la mise en service. Le gestionnaire du contrôle de la qualité doit être habilité par l'entrepreneur à résoudre les questions de qualité.
  - .6 Le manuel de mise en service doit comprendre des échantillons de tous les formulaires à remplir par le personnel de la mise en service. Tous les formulaires doivent être signés par le gestionnaire de la mise en service et soumis rapidement au représentant du Ministère qui y apposera sa signature après examen.
  - .7 Une vérification indépendante de tous les travaux doit être effectuée par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit nommer du personnel responsable de la mise en service pour assurer la conformité des produits et de la main-d'œuvre aux exigences du contrat. Le même personnel ne peut pas être utilisé pour exécuter une tâche donnée et pour vérifier la qualité et l'exactitude de la tâche.
  - .8 À la fin des travaux, une copie reliée et détaillée de tous les documents, manuels et rapports de mise en service doit être préparée par le gestionnaire de la qualité de l'entrepreneur et soumise au représentant du Ministère.

#### **AP 1.6 CALENDRIER DU PROJET**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Soumettre un diagramme de Gantt basé sur un calendrier, au format Microsoft Project, indiquant les tâches, les durées et les jalons associés aux travaux.
- .2 Le calendrier doit contenir toutes les tâches requises pour mener à bien les travaux associés à la demande de propositions. Voici certaines de ces tâches :
  - a. Attribution du contrat
  - b. Soumission de projets
  - c. Mobilisation
  - d. Préparation du site
  - e. Installation d'un système provisoire
  - f. Retrait de l'équipement en place
  - g. Exigences de conception et de modification pour s'assurer que les systèmes de CVCA sont conformes au code
  - h. Acquisition de nouveaux équipements
  - i. Installation de nouveaux équipements
  - j. Modifications des systèmes de CVCA existants
  - k. Formation du personnel de l'APC pour l'exploitation et l'entretien de la nouvelle installation
  - l. Mise en service
  - m. Démobilisation
  - n. Achèvement du contrat
- .3 Soumettre au représentant du Ministère, au plus tard dix (10) jours ouvrables après l'attribution du contrat, un diagramme de Gantt qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement.



- .4 Le calendrier du projet doit être mis à jour tous les mois pour qu'il puisse tenir compte des changements dans les activités et des réalisations, ainsi que des activités en cours.

#### **AP 1.7 VOIES DE COMMUNICATION**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Sauf instruction contraire du représentant du Ministère, toutes les communications relatives au projet doivent être menées par l'intermédiaire du représentant du Ministère uniquement.
- .2 Veiller à ce que les contacts officiels entre l'entrepreneur principal et l'équipe de projet de Parcs Canada, qui comprend le représentant du parc client, se fassent par l'entremise du représentant du Ministère. Pour les questions courantes, les membres de l'équipe du projet de Parcs Canada devront communiquer directement afin de discuter des problèmes techniques et de les régler. Toutefois, aucune communication ne doit mener à la modification des modalités de la portée, du budget ou des calendriers du projet, à moins d'avis contraire écrit du représentant du Ministère et d'autorisation par écrit de l'autorité contractante au moyen d'une modification contractuelle.

#### **AP 1.8 MÉDIAS**

L'entrepreneur principal doit :

- .1 Éviter de répondre aux demandes de renseignements relatives au projet ou aux questions des médias. Ces demandes doivent être transmises au représentant du Ministère.

#### **AP 1.9 EXIGENCES LIÉES AU SITE**

- .1 En soumettant une proposition pour la DDP, l'entrepreneur principal reconnaît qu'il a examiné les documents et les conditions sur place et qu'il accepte la responsabilité d'exécuter les travaux tels que décrits dans la DDP.
- .2 L'entrepreneur principal veillera à ce que le chantier soit protégé et contrôlé et à ce que l'accès soit limité aux seules personnes participant à la réalisation des travaux. Des mesures doivent être prises pour empêcher le grand public d'avoir accès au chantier.
- .3 L'entrepreneur principal est responsable de la disposition des mesures et de l'arpentage nécessaires à l'achèvement des travaux. L'entrepreneur principal doit avoir examiné les dessins existants et confirmer toutes les mesures pour s'assurer que l'équipement et les matériaux sont installés correctement.
- .4 Utilisation du chantier
  - a. Le site des travaux doit être précisé par Parcs Canada et ne doit être utilisé qu'aux fins des travaux. Parcs Canada mettra le site des travaux à la disposition de l'entrepreneur pour son utilisation non exclusive pendant la durée des travaux, sauf disposition contraire dans les documents contractuels.
  - b. L'entrepreneur doit prendre des dispositions pour son propre hébergement. Une remorque à outils qui sert de bureau peut être installée à l'aire de dépôt, sous réserve des directives du représentant du Ministère.
  - c. L'entrepreneur doit garder le chantier propre et exempt d'accumulation de déchets et d'ordures, quelle qu'en soit la source. L'entrepreneur doit enlever la neige au besoin pour permettre l'exécution et l'inspection des travaux.
  - d. L'entrepreneur doit fournir des installations sanitaires pour la main-d'œuvre conformément aux règlements en vigueur et aux procédures environnementales pour ce projet. L'entrepreneur doit afficher les avis requis et prendre toutes les précautions exigées par les autorités sanitaires municipales. Il doit garder les lieux et le secteur propres.



- e. Tout dommage au chantier causé par l'entrepreneur doit être réparé par l'entrepreneur à ses frais.
- f. L'entrepreneur peut travailler 12 heures par jour, six jours par semaine, avec les restrictions suivantes :
  - .1 aucun travail ne sera permis pendant un jour férié à moins d'avoir été approuvé par le représentant du Ministère.

#### .5 PROTECTION DES PERSONNES ET DES BIENS

- a. L'entrepreneur doit se conformer à toute la réglementation de sécurité applicable de la Commission des accidents du travail (CAT) y compris, mais sans s'y limiter, la réglementation sur la santé et la sécurité au travail de la CAT, la réglementation sur les premiers soins industriels et la réglementation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.
- b. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et les mesures nécessaires pour prévenir les blessures ou les dommages aux personnes et aux biens sur le chantier ou à proximité.
- c. L'entrepreneur doit prendre sans délai les mesures nécessaires pour remplacer toute perte ou réparer tout dommage causé par l'entrepreneur à une propriété ou, si Parcs Canada l'ordonne, rembourser sans délai à Parcs Canada les coûts découlant de cette perte ou de ce dommage.

#### .6 PERSONNEL DE SURVEILLANCE

- a. Dans les cinq jours suivant l'avis d'attribution, l'entrepreneur doit soumettre au représentant du Ministère une confirmation des noms du personnel de surveillance et des autres employés clés désignés qui seront affectés au contrat.
- b. La liste doit comprendre le personnel suivant :
  - a. directeur des travaux;
  - b. représentant de la sécurité.
- c. Le personnel susmentionné devra accomplir les tâches qui suivent.
  - .1 Le directeur des travaux doit être employé à temps plein et doit être présent sur le chantier chaque jour ouvrable pendant lequel les travaux sont exécutés, depuis le début des travaux jusqu'à leur exécution totale.
  - .2 Le directeur des travaux nommera un directeur des travaux adjoint qui aura l'autorité du directeur des travaux en l'absence de ce dernier.
  - .3 Le représentant de la sécurité doit posséder de l'expérience en matière de sécurité dans le domaine de la construction générale. Les fonctions doivent englober toutes les questions relatives aux activités de sécurité, du début des travaux jusqu'à l'exécution totale des travaux.

#### .7 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- d. Tous les matériaux excédentaires ou inadéquats et les déchets doivent être enlevés du chantier et transportés vers des sites approuvés à l'extérieur du Lieu historique national du Canada de Batoche. Se reporter à la section 01 35 43 – Procédures environnementales et au plan de protection de l'environnement.
  - .1 Le dépôt de tout débris de construction dans un cours d'eau est strictement interdit.



- .2 Le coût de l'élimination des déchets décrit ci-dessus sera considéré comme accessoire aux prix unitaires et aucun paiement supplémentaire ne sera effectué.
- .3 L'élimination des déchets doit être effectuée conformément à la section AP 1.4 – Plan de protection de l'environnement.

#### **AP 1.10 PRODUITS À LIVRER GÉNÉRAUX**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Lorsque les produits à livrer et les documents à soumettre comprennent des sommaires, des rapports, des schémas de réseau, des dessins, des plans, des devis ou des calendriers d'achèvement, les produits à livrer doivent être présentés de la manière suivante :
  - a. imprimés : un (1) exemplaire en langue anglaise;
  - b. format électronique : un (1) exemplaire en langue anglaise. Les produits à livrer électroniques doivent être préparés au moyen des logiciels de Microsoft;
  - c. les dessins de conception doivent être au format AutoCAD, tel que décrit dans les normes de Parcs Canada concernant les documents électroniques;
  - d. l'entrepreneur principal peut aussi transmettre les documents en format Adobe Acrobat (\*.pdf), sauf les diagrammes de planification, qui doivent être transmis dans leur format électronique d'origine;
  - e. produire tous les dessins selon une structure en calques et les distribuer à l'aide de protocoles de transfert de fichiers dans le format prescrit dans les normes de Parcs Canada concernant les documents électroniques;
  - f. tout logiciel et élément connexe requis pour le fonctionnement du système de commande.
- .2 Tous les dessins de conception détaillés requis pour les modifications de l'installation existante afin de permettre la mise en œuvre de la nouvelle installation doivent être préparés et soumis à un examen de vérification de la conformité lorsque la conception est terminée à 70 % et à 100 %.
- .3 L'APC s'efforcera d'obtenir les examens et les acceptations dans les dix (10) jours suivant la réception des documents qui en font la demande. L'entrepreneur principal doit prévoir du temps dans le calendrier pour le processus d'examen et d'acceptation. L'entrepreneur principal doit indiquer, pour chaque soumission d'examen ou d'acceptation, les éléments qui se trouvent sur le chemin critique du calendrier.
- .4 L'APC aura le pouvoir de rejeter tout élément de la conception de l'entrepreneur principal si, de l'avis de l'APC, la conception n'est pas conforme à tout élément de la présente DDP.
- .5 Les dessins au dossier et les documents justificatifs utilisés pour la construction doivent être fournis par l'entrepreneur principal et doivent comprendre ce qui suit :
  - a. plans d'enregistrement finaux « conformes à l'exécution » de toutes les structures et de tous les équipements;
  - b. tous les renseignements sur le contrôle de la qualité et la mise en service, y compris les procédures d'essai, les procédures de mise en service, les données et les dossiers de rendement, et tout autre dossier associé au contrôle de la qualité et à la mise en service;
  - c. tous les dessins d'atelier ou spécifications des vendeurs;
  - d. manuels d'exploitation pour le nouvel équipement.
- .6 Le contrat ne sera pas considéré comme achevé tant que les dessins au dossier n'auront pas été soumis. Par conséquent, le certificat définitif d'achèvement des travaux ne sera pas délivré tant que ces soumissions n'auront pas été reçues.

#### **AP 1.11 ACCEPTATION DES PRODUITS À LIVRER**

- .1 Bien que Parcs Canada reconnaisse les obligations de l'entrepreneur principal de répondre aux exigences du projet, Parcs Canada est autorisé à examiner les travaux, en vertu du processus de réalisation du projet. Parcs Canada se réserve le droit de refuser les travaux insatisfaisants ou indésirables. L'entrepreneur principal doit obtenir les acceptations du représentant du Ministère pour chaque étape du projet.



- .2 Les acceptations du matériel indiquent que, d'après un examen général de l'ouvrage visé afin de déceler des problèmes précis, celui-ci est jugé conforme aux pratiques et aux objectifs du gouvernement et du Ministère, et que tous les objectifs globaux du projet sont atteints.
- .3 Cette dernière ne relève pas pour autant l'entrepreneur principal de la responsabilité déontologique qui lui incombe relativement aux travaux à réaliser et au respect de ses obligations contractuelles.
- .4 Les acceptations de Parcs Canada n'empêchent pas le rejet de travaux jugés insatisfaisants à une étape ultérieure de l'examen. Si les inspections progressives, les rapports, l'enquête technique ou les mises à jour concernant les délais, les coûts ou les risques font ressortir la nécessité de retirer une acceptation donnée antérieurement, l'entrepreneur principal est tenu d'apporter les correctifs nécessaires et de soumettre à nouveau les documents à ses propres frais à des fins d'acceptation.
- .5 Il faut obtenir l'acceptation des utilisateurs clients, ainsi que des autres organismes et paliers de gouvernement, pour compléter l'acceptation délivrée par Parcs Canada. L'entrepreneur principal doit aider le représentant du Ministère à obtenir ces acceptations et à modifier toute la documentation selon les consignes des autorités responsables de ces acceptations.

#### **AP 1.12 COORDINATION AVEC LES SOUS-ENTREPRENEURS PRINCIPAUX**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Assumer la responsabilité, au cours de toutes les étapes du projet, de la coordination des travaux des sous-entrepreneurs et des spécialistes qu'il a embauchés.
- .2 Veiller à ce que toutes les questions liées à l'inspection, à la production de rapports, au budget et au calendrier d'exécution (y compris les modifications afférentes) soient communiquées de manière claire, précise et continue aux sous-entrepreneurs et aux spécialistes, depuis l'étape de l'examen initial jusqu'à celle de la production des rapports postérieurs à la construction.
- .3 Coordonner les commentaires formulés par le représentant du Ministère concernant le plan de gestion des risques.
- .4 Coordonner le processus d'assurance de la qualité et s'assurer que les documents à remettre par les sous-entrepreneurs sont complets et signés par l'examineur principal désigné.
- .5 S'assurer que les sous-entrepreneurs offrent des services d'inspection adéquats sur le chantier et qu'ils assistent aux réunions obligatoires.

#### **AP 1.13 RÉUNIONS ET RAPPORTS D'ÉTAPE**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Participer à une réunion de démarrage en personne avec le représentant du Ministère et les représentants du parc client pour passer en revue les méthodes de travail à appliquer dans le parc national et les facteurs environnementaux à prendre en considération dans le cadre des travaux. Au cours de cette réunion de démarrage, l'entrepreneur principal doit être prêt à présenter un exposé sur la démarche qu'il compte adopter pour réaliser les travaux, notamment les principes à respecter et le calendrier d'exécution préliminaire des diverses étapes du projet. Il en profitera aussi pour discuter de toute préoccupation ainsi que de l'information supplémentaire dont il aura besoin pour réaliser les travaux.
- .2 Envoyer un rapport d'étape par courriel chaque semaine au représentant du Ministère tout au long de la période d'élaboration et de mise en œuvre du projet. Ces rapports doivent contenir les renseignements suivants :
  - a. état d'avancement du projet;
  - b. activités et travaux prévus;
  - c. problèmes;



- d. impacts sur le calendrier d'exécution et le budget (le cas échéant).
- .3 Le représentant du Ministère peut demander la tenue d'une conférence téléphonique avec l'entrepreneur principal et les représentants du parc client afin de passer en revue les progrès réalisés et de discuter des plans à venir et des problèmes prévus.
- .4 Pour toutes les réunions :
  - a. assister aux réunions;
  - b. consigner les enjeux et les décisions;
  - c. rédiger et distribuer le compte rendu dans les deux (2) jours ouvrables suivant chaque conférence téléphonique;
  - d. le coût des réunions est considéré comme accessoire au contrat et aucun paiement supplémentaire ne sera effectué.

---

## **SR SERVICES REQUIS**

---

### **SR 1 DÉMOLITION DE L'ÉQUIPEMENT DE CVCA EXISTANT**

#### **SR 1.1 GÉNÉRALITÉS**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Examiner et évaluer la documentation existante, les installations et l'équipement existants et concevoir une méthode pour enlever l'équipement de CVCA existant sur le toit.
- .2 Fournir un chauffage et une ventilation temporaires au bâtiment.

#### **SR 1.2 PRODUITS À LIVRER**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Soumettre un dessin et un plan de démolition du système de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air, signés et estampillés par un ingénieur agréé dans la province de la Saskatchewan. Inclure les exigences stipulées dans le *Règlement fédéral sur les halocarbures*.
- .2 Soumettre un plan de chauffage et de ventilation temporaire pour le bâtiment, le mettre en œuvre avant le début de la construction et maintenir le chauffage et la ventilation temporaires opérationnels jusqu'à ce que le nouvel équipement de CVCA soit installé et opérationnel.
- .3 Fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires pour enlever et éliminer l'équipement de CVCA existant sur le toit.

### **SR 2 FOURNITURE ET INSTALLATION DU NOUVEL ÉQUIPEMENT DE CVCA**

#### **SR 2.1 ÉTENDUE DES SERVICES**

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Évaluer les systèmes de CVCA existants qui seront raccordés au nouvel équipement de CVCA sur le toit et déterminer les modifications qui seront nécessaires pour que le nouvel équipement de CVCA fonctionne avec l'installation existante restante.
- .2 Fournir du nouvel équipement de CVCA et des commandes connexes pour répondre aux besoins de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air de l'immeuble d'administration et d'entretien existant. Effectuer les calculs, terminer la conception détaillée et préparer les plans de construction et les dessins d'atelier nécessaires pour faciliter la fourniture et l'installation du nouvel équipement de CVCA.



## SR 2.2 PRODUITS À LIVRER

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- 1 Préparer et soumettre tous les plans, dessins d'atelier et devis nécessaires à l'achat et à l'installation du nouvel équipement de CVCA et des commandes connexes, signés et estampillés par un ingénieur agréé dans la province de la Saskatchewan.
- 2 Acheter un nouvel équipement de CVCA avec les commandes et l'équipement connexes qui sera installé sur le toit du bâtiment d'administration et d'entretien existant.
- 3 Fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires à l'installation du nouvel équipement de CVCA, y compris les commandes, sur le bâtiment d'administration et d'entretien existant et le rendre opérationnel, afin que le bâtiment soit doté du chauffage, de la ventilation et du conditionnement d'air nécessaires.

## SR 3 MODIFICATIONS DU RÉSEAU DE CONDUITS

### SR 3.1 GÉNÉRALITÉS

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- 1 Évaluer l'information existante fournie par l'APC et effectuer un examen du site. Déterminer l'occupation et l'utilisation de chaque espace à l'intérieur du bâtiment et la ventilation requise conformément aux codes en vigueur.
- 2 Modifier la configuration existante du réseau de conduits pour fournir de l'air d'alimentation et d'évacuation à tous les espaces occupés.

### SR 3.2 PRODUITS À LIVRER

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- 1 Préparer et soumettre un dessin indiquant les modifications au réseau de conduits ainsi qu'un équilibrage de l'air révisé. **Le sceau d'un ingénieur n'est pas requis pour la conception des rallonges du réseau de conduits. Le rapport d'équilibrage d'air doit montrer que la nouvelle disposition atteint l'objectif de fournir le chauffage, le conditionnement d'air et la ventilation requis par les espaces. Si le rapport d'équilibrage d'air montre que la conception échoue, des correctifs devront être apportés et les services d'un ingénieur pourraient être requis, aux frais de l'entrepreneur, selon le problème.**
- 2 Fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires pour modifier le réseau de conduits afin que tous les espaces à l'intérieur du bâtiment reçoivent un débit d'air adéquat pour la ventilation, le chauffage et le conditionnement d'air.

## SR 4 MISE À L'ESSAI, RÉGLAGE, ÉQUILIBRAGE ET MISE EN SERVICE

### SR 4.1 PORTÉE DES SERVICES

L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- 1 Préparer un programme pour mettre à l'essai, régler, équilibrer et mettre en service le nouvel équipement de CVCA et les systèmes connexes.
- 2 Terminer les essais, le réglage, l'équilibrage et la mise en service des systèmes de CVCA afin de confirmer que l'équipement fonctionne comme prévu pour répondre aux besoins de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air de tous les espaces du bâtiment.

### SR 4.2 PRODUITS À LIVRER



L'entrepreneur principal est responsable des tâches qui suivent.

- .1 Préparer et soumettre le rapport d'essai, de réglage et d'équilibrage pour les systèmes de CVCA.
- .2 Préparer et soumettre le plan de mise en service du nouvel équipement de CVCA et des systèmes connexes.
- .3 Fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires pour effectuer les essais, le réglage, l'équilibrage et la mise en service des systèmes de CVCA.

---

**Documentation fournie**

---

La trousse comprend les documents suivants :

- .1 A – Dessins du bâtiment d'administration et d'entretien de Batoche;
- .2 B – Évaluation du système de CVCA du bâtiment d'administration et d'entretien de Batoche;
- .3 C – Évaluation du système de CVCA par AECOM – Le rapport a été commandé par Parcs Canada pour que l'on puisse déterminer si l'équipement existant, qui doit être remplacé, est toujours adéquat pour le bâtiment qui a subi des modifications et des agrandissements;
- .4 D – Modifications à la DDP initiale.